



Hôpital Pitié-Salpêtrière

17 sept. 2023

## Gisèle Pelicot donne de la voix à toutes les femmes qui se battent contre cette société

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés via un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

### Ce crime rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

### Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

### Des luttes de femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

**Rappel**

Quand on sort du boulot, on n'est plus aux ordres de l'employeur et la direction n'a pas à nous appeler chez nous à toute heure du jour et de la nuit pour pallier le manque de personnel. Ils n'ont qu'à embaucher.

**On n'est pas des pions**

Depuis le début de l'été, la direction essaie de nous imposer des changements de service à la dernière minute. À coup de chantage et de menace, elle a obligé des collègues à aller boucher un trou, parfois après leur prise de poste. Après avoir réduit l'équipe se suppléance, la direction continue ses économies sur notre dos.

Mais elle ne peut pas nous ballader comme ça, la preuve à Saint-Antoine :

**La direction recule à Saint-Antoine !**

Dans cet hôpital, la direction déplace aussi les collègues d'un service à un autre. Mais on ne peut imposer de tels déplacements aux soignants. Après s'être mobilisés cet été, les collègues ont organisé un rassemblement mardi dernier et sont partis à une trentaine en délégation voir la direction pour lui dire qu'ils étaient contre toute mobilité contrainte. La direction a alors expliqué que les déplacements ne pouvaient être « qu'au VOLONTARIAT, expliqués et accompagnés ».

Voilà qui n'est pas tombé dans l'oreille de sourds ! C'est un recul qui peut servir d'exemple à tous les collègues partout à l'AP-HP ! **Bravo, un exemple à suivre !**

**Le week-end n'arrête pas la maladie**

La direction a déclaré qu'il fallait moins de personnel le week-end. Mais le week-end les patients ne sont pas moins malades ! Par contre, il y a leurs familles... qui s'énervent parce qu'ils se rendent compte qu'on n'a pas le temps de s'occuper des patients. Envoyons les familles voir la direction, histoire de lui demander des comptes.

**Quartiers nord, colère noire**

À Marseille, 200 collègues de l'hôpital psychiatrique Edouard-Toulouse se sont rassemblés devant l'hôpital il y a une semaine pour dénoncer les fermetures de lits et la surcharge de travail. En 2007, l'hôpital comptait 100 lits. Aujourd'hui, il n'en reste que 44 et la direction prévoit d'en fermer 22. 22 lits pour 125 000 habitants !!! Mais les collègues sont mobilisés et un nouveau rassemblement est prévu pour aujourd'hui.

**Une augmentation de 22,3 % met fin aux grèves des internes au Royaume-Uni**

Les internes anglais viennent d'accepter une augmentation de salaire de 22,3 %. Ils ont organisé une série de débrayages au cours des 18 derniers mois pour protester contre les augmentations salariales inférieures à l'inflation depuis 2010 et contre les pressions accrues liées au coût de la vie.

**Salaires en baisse, profits en hausse**

Sous prétexte d'une inflation moins forte, le SMIC risque de ne connaître aucune augmentation de la part du gouvernement à venir de Michel Barnier. Il est aux ordres du patronat comme ses prédécesseurs et le Medef a bien affirmé cet été qu'il était contre.

Un salarié sur 6 est au SMIC en France et s'enfoncé dans la misère, car l'explosion des prix ces dernières années n'a pas été compensée par les augmentations ridicules qui ne payent pas les factures. Le Secours populaire a récemment pointé l'augmentation de la pauvreté.

Seul un mouvement de grève sur les salaires pourra commencer à la remettre en cause.

**Grève dans une clinique Emeis, ex-ORPEA !**

Le groupe ORPEA a changé de nom suite au scandale... mais pas de pratiques ! Dans la clinique privée Emeis du parc de Belleville (20<sup>ème</sup> arrondissement), un salarié sur 2 était en grève jeudi dernier, le tout avec piquet à l'entrée et prise de parole ! Les salaires sont trop faibles, le matériel abîmé et le sous-effectif permanent. « La nuit, il n'y a que 3 aides-soignantes et 2 infirmiers pour 4 étages et 94 patients. En cas d'urgence, ils ne pourront pas agir ».

Public ou privé, c'est la même chose : sous-effectif, salaires de misère et plannings aberrants. Puisqu'on a les mêmes problèmes, luttons donc tous ensemble !

**Au prétexte de trou de la sécu, qu'ils ont créé eux-mêmes, ils nous font la guerre**

L'Assurance maladie veut faire des économies : les dépenses pour accident du travail auraient augmenté de plus de 50 % en dix ans. Pas étonnant vu les conditions de travail insupportables !

Alors l'Assurance maladie veut déclarer la guerre à tous ceux qui « multiplient les arrêts maladie de courte durée » : s'arrêter 2 fois en 6 mois deviendra suspect et motif de rappel à l'ordre. Guerre aussi aux médecins jugés trop laxistes qui conseillent le repos quand vous êtes malades et seront encore plus strictement contrôlés.

Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes (au contraire, il les exonère toujours plus de cotisations !), il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes.

**On crèvera pas au boulot !**

Clou du spectacle : un rapport officiel vient de sortir qui préconise de passer de 1 à 2 voire 3 jours de carence ! Et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %. L'objectif : nous empêcher de nous arrêter quand on est malade. Déjà qu'ils nous volent des primes quand on s'arrête pour maladie...

À recycler ces vieilles recettes, c'est sûr qu'au gouvernement ils ne doivent pas être épuisés : on échange nos places quand ils veulent !

